

Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection

Groupe de Subdivisions : Nièvre-Yonne		Subdivision d'Auxerre	
Nom(s) du ou des inspecteurs : Hélène VIAL			
Date de la lettre d'annonce de l'inspection : Courriel du 23 janvier 2014		Date de l'inspection : 30 janvier 2014	
Type d'inspection :	<input checked="" type="checkbox"/> approfondie	ou	<input type="checkbox"/> courante
	<input type="checkbox"/> inopinée	ou	<input checked="" type="checkbox"/> annoncée
	<input checked="" type="checkbox"/> planifiée	ou	<input type="checkbox"/> circonstancielle
Motif de la planification :		détail des circonstances :	
Plan pluriannuel de l'inspection			
Société : BLANCHISSERIE INTERHOSPITALIERE		A – autorisation	
Commune : Auxerre			
Activité : Blanchisserie		Priorité : Autre	
Liste des installations inspectées : blanchisserie industrielle et blanchisserie artisanale, chaufferie, STEP			
Thèmes : eau, déchets, risques industriels			
Référentiels de l'inspection :			
– Arrêté préfectoral n°PREF--DCDD-2007-204 du 21 mai 2007 autorisant la Blanchisserie Inter-Hospitalière à exploiter une blanchisserie industrielle sur le territoire de la commune d'AUXERRE			
Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection :			
<ul style="list-style-type: none"> • Monsieur GENEVOIS, Directeur • Monsieur CHARDONNEREAU, responsable sécurité • Monsieur BOUGET, architecte • Monsieur LECAILLE, responsable maintenance • Monsieur DE MATOS, service comptabilité 			
Liste des documents consultés lors de l'inspection ou transmis par courriel :			
<ul style="list-style-type: none"> – rapports de vérification des installations électriques des 07/08 janvier 2013 et 23/24 janvier 2014 réalisé par l'APAVE – plan de récolement général du 05 avril 2012 (échelle 1/200) – bon de commande et devis pour réaliser l'action RSDE (rapport de surveillance initiale) – rapports d'analyses mensuelles du rejet des eaux de la STEP réalisés par IDEA de janvier à décembre 2013 et résultats des débits rejetés – rapport d'intervention IDEA contrôle des rejets eaux usés du 10 au 11 décembre 2013 			
Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection :			
A. Impression générale			
<p>La blanchisserie interhospitalière s'est agrandie en 2012 et comprend une activité industrielle et une nouvelle activité artisanale représentant environ 1 tonne de linge par jour sur les 15 à 20 tonnes de linge maximum par jour. Cet agrandissement s'est traduit aussi par l'embauche de 45 travailleurs handicapés pour le pli du linge artisanal. L'effectif est depuis novembre 2011 de 130 personnes.</p> <p>L'installation de nettoyage à sec utilisant du perchloréthylène a été démantelée parallèlement à l'extension. La rubrique 2345 est de fait supprimée. L'exploitant confirme qu'à sa connaissance seulement du perchloréthylène a été utilisé sur le site ; il n'a eu connaissance d'aucun incident relatif à cette activité. Informé des investigations menées sur la plaine du Saulce, il a accordé à la société BURGEAP de faire des prélèvements sur son site mais sans plus d'informations sur les suites. L'inspection a informé l'exploitant que le cas échéant des mesures complémentaires pourraient lui être demandées si elles s'avéraient nécessaires dans le cadre du dossier de la plaine du Saulce.</p>			

Suite à l'évolution de la nomenclature des installations classées, la rubrique 2340.1 (blanchisserie) est passée du régime de l'autorisation au régime de l'enregistrement. Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation restent applicables au site.

Le site est globalement bien tenu. Le mur coupe feu prévu lors de l'extension a été mis en place conformément au permis de construire déposé, au dessus de la partie artisanale en façade Est et sur une partie du plafond. La STEP a été transférée à l'intérieur du bâtiment et fonctionne selon le même procédé. Deux bassins de récupération des eaux incendie ont été créés ainsi qu'un bassin d'infiltration pour les eaux de toiture. Le plan fourni à l'échelle 1/200 en format A3 par l'exploitant ne permet pas de visualiser correctement le réseau et ne permet pas de connaître la taille des différents bassins.

Un des principaux enjeux est la consommation et la pollution des eaux. Le suivi des différents paramètres relatif à la consommation et aux rejets des eaux est réalisé informatiquement par l'exploitant. Actuellement, l'exploitant indique que la consommation, spécifique d'eau est de l'ordre de 6,5 l/kg de linge.

Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas encore procédé à la mise en place de l'action RSDE. L'exploitant s'est engagé par la production d'un devis et avec l'aide de l'agence de l'eau Seine-Normandie de réaliser sans délai la surveillance initiale des substances dangereuses.

Au vu des résultats du contrôle inopiné des rejets aqueux réalisé en mai 2013, des non-conformités ont été relevées en ce qui concerne les paramètres azote total, DCO, DBO5 en concentration et le pH et la température.

Concernant le pH et la température, l'exploitant avec l'aide de la société CHRISTEYNS chargée du suivi et du dosage des produits a modifié d'une part le dosage des produits pour modifier le pH et a changé le point de prélèvement auparavant situé à l'intérieur de la station de traitement pour obtenir une température plus proche de l'eau rejetée en réalité dans le réseau.

Concernant les paramètres DCO, DBO5 et azote, l'exploitant considère que les valeurs seuils fixées sont basses alors qu'il a fait des efforts considérables pour diminuer sa consommation d'eau. Ainsi, si l'exploitant souhaite bénéficier d'une modification des valeurs seuils fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, il devra démontrer qu'en appliquant de nouvelles valeurs seuils de rejets, la STEP de Monéteau peut traiter ce rejet et le milieu naturel peut accepter le rejet.

L'exploitant pourra demander au préfet de modifier les valeurs seuils des eaux rejetées sous réserve de justifier les modifications demandées par la conclusion de l'étude de traitabilité.

B. Actions à entreprendre au vu des principales non-conformités relevées par rapport aux référentiels utilisés et reprises au tableau des constats annexés à la présente fiche

1. L'exploitant devra procéder à la vidange des séparateurs d'hydrocarbures, transmettre à l'inspection le bordereau de suivi des déchets correspondants et respecter, à l'avenir, la périodicité annuelle.
2. Au regard des non-conformités récurrentes des rejets aqueux, l'exploitant doit démontrer par une étude de traitabilité que la STEP de Monéteau peut traiter ce rejet et demander ensuite au préfet de bénéficier d'une modification des valeurs seuils fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation selon des conclusions de l'étude.
3. L'exploitant devra procéder au contrôle avant rejet des eaux pluviales et respecter la périodicité annuelle de contrôle.
4. L'inspection demande à l'exploitant de mettre en conformité l'installation électrique en définissant un plan d'actions hiérarchisant les actions à mener en priorité.
5. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en place un registre chronologique des déchets où sont consignés tous les déchets sortants et comportant au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :
 - la date de l'expédition du déchet ;
 - la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
 - la quantité du déchet sortant ;
 - le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
 - le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
 - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
 - le cas échéant, le numéro de notification prévu à l'annexe VII du règlement (CE) n°1013/2006 du 14 juin 2006 modifié ;
 - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
 - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

C. Remarques complémentaires émises au cours de la visite et reprises au tableau des constats annexé à la présente fiche

6. L'exploitant devra compléter le plan des réseaux et faire apparaître le cas échéant :
 - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
 - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre

dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)

- les secteurs collectés et les réseaux associés

- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)

- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

7. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de préciser la taille des bassins de récupération des eaux d'incendie.

8. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de procéder à la vérification du fonctionnement des vannes de coupure et d'établir un calendrier de vérification permettant de justifier le fonctionnement des vannes à tout moment.

9. L'inspection invite l'exploitant à compléter les éléments concernant l'autosurveillance des rejets d'eaux usées dans l'application GIDAF à partir de janvier 2014.

10. L'exploitant devra compléter et afficher les consignes relatives à :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),

- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,

- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,

- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

11. L'inspection demande à l'exploitant d'établir des consignes écrites pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire.

Conclusions ou suites envisagées :

- Courrier à l'exploitant

Liste des documents établis suite à la visite (en complément de la présente fiche) :

- Tableau des constats,
- Lettre à l'exploitant,
- Bordereau au Préfet

Date et signatures **10 MARS 2014**

Rédacteur

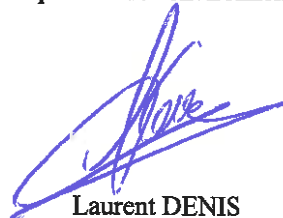
L'inspecteur de l'environnement



Hélène VIAL

Vérificateur - Approbateur

L'inspecteur de l'environnement



Laurent DENIS

Conformité avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°PREF-DCDD-2007-204 du 21 mai 2007 autorisant la Blanchisserie Inter-Hospitalière à exploiter une blanchisserie industrielle sur le territoire de la commune d'AUXERRE

Article	Points vérifiés			Nature du constat (1)	Observations
1.2.1	<u>Liste des installations classées :</u>				<p>Du fait de l'évolution de la nomenclature, la rubrique 2340.1 est passée du régime de l'autorisation au régime de l'enregistrement. Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation restent applicables au site.</p> <p>Suite à agrandissement du site, la blanchisserie comprend une activité industrielle et une nouvelle activité artisanale qui représente seulement 1 tonne de linge par jour sur les 15 à 20 tonnes de linge maximum par jour.</p> <p>L'installation de nettoyage à sec utilisant du perchloréthylène n'existe plus. La rubrique 2345 est supprimée.</p> <p>Les chaudières ont été remplacées.</p>
	Rubrique	Désignation des activités	Capacité des installations	Régime	
	2340.1	Blanchisseries, laveries de linge à l'exclusion du nettoyage à sec visé par la rubrique 2345 La capacité de lavage de linge étant : a) supérieure à 5 t/j	15 t/j	A	
	1200.2	Fabrication, emploi ou stockage de substances ou préparations de substances combustibles telles que définies à la rubrique 1000 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : c) Supérieure à 2t mais inférieure à 50t	3,36 t	D	
	2345	Utilisation de solvants pour le nettoyage à sec et le traitement des textiles ou vêtements La capacité nominale totale des machines présentes dans l'installation étant : 2) supérieure à 0,5 kg et inférieure à 50 kg	21 kg	D	
	2910.A.2	Installation de combustion : A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, ..., du gaz naturel, ..., si la puissance thermique maximale de l'installation est : 2) supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	6,8 MW	D	
	A (Autorisation), D (Déclaration), NC (Non Classé)				R

Annexe 1 – tableau des constats – Visite d'inspection du 30 janvier 2014

Article	Points vérifiés	Nature du constat (1)	Observations																								
4.1.1	<p><u>Origine des approvisionnements en eau</u></p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :</p> <table><tr><th>Origine de la ressource</th><th>Débit maximal Journalier (m³)</th></tr><tr><td>Nappe phréatique</td><td>150</td></tr><tr><td>Réseau public</td><td>5</td></tr></table> <p>La consommation spécifique d'eau est limitée à 10 l/kg de linge lavé.</p> <p>A chaque changement de machine, l'exploitant se doit de faire son choix en prenant en compte les meilleurs technologies disponibles à un coût économiquement acceptable.</p> <p>Tout changement de machine devra faire l'objet d'une étude technico-économique préalablement adressée à l'Inspection des Installations Classées.</p>	Origine de la ressource	Débit maximal Journalier (m³)	Nappe phréatique	150	Réseau public	5	<p>R</p>	<p>La blanchisserie a modifié ses installations lors de l'agrandissement, ce qui a permis de réduire la consommation d'eau. Elle s'est également dotée d'un système informatisé de suivi et gestion des consommations et rejets (GTC).</p> <p>Les consommations suivantes ont été relevées lors de l'inspection par sondage d'après les informations de la GTC de l'exploitant. Aucun dépassement n'a été relevé pour le prélèvement en nappe phréatique.</p> <p>Du fait de l'augmentation de l'effectif passant de 74 à 130 salariés depuis 2011, les prélèvements en eau du réseau public ont logiquement augmenté.</p> <table><tr><th>Origine de la ressource / date</th><th>Nappe phréatique (m³/j)</th><th>Réseau public (m³/j)</th></tr><tr><td>29/01/2014</td><td>125</td><td>8</td></tr><tr><td>16/12/2013</td><td>113</td><td>8,6</td></tr><tr><td>18/11/2013</td><td>137</td><td>2.6</td></tr><tr><td>09/09/2013</td><td>146</td><td>4</td></tr><tr><td>14/01/2013</td><td>150</td><td>8,1</td></tr></table>	Origine de la ressource / date	Nappe phréatique (m³/j)	Réseau public (m³/j)	29/01/2014	125	8	16/12/2013	113	8,6	18/11/2013	137	2.6	09/09/2013	146	4	14/01/2013	150	8,1
Origine de la ressource	Débit maximal Journalier (m³)																										
Nappe phréatique	150																										
Réseau public	5																										
Origine de la ressource / date	Nappe phréatique (m³/j)	Réseau public (m³/j)																									
29/01/2014	125	8																									
16/12/2013	113	8,6																									
18/11/2013	137	2.6																									
09/09/2013	146	4																									
14/01/2013	150	8,1																									
4.2.2	<p><u>Plan des réseaux</u></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment</p>	<p>C</p>	<p>La consommation spécifique d'eau calculée par l'exploitant est d'environ 6 à 8 l/kg de linge pour un maximum de 20 tonnes de linge.</p> <p>L'exploitant a fourni à l'inspection un plan de récolement du réseau daté du 05 avril 2012.</p> <p>Le plan n'est pas complet et est difficilement lisible au regard de son format.</p>																								
		<p>R</p>	<p>✓ L'exploitant devra compléter le plan des réseaux et faire apparaître le cas échéant:</p> <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion,																								

(1) C : Conformité ; NC : Non-Conformité ; NCM : Non-conformité Majeure ; R : Remarque ;

Annexe 1 – tableau des constats – Visite d'inspection du 30 janvier 2014

Article	Points vérifiés	Nature du constat (1)	Observations
	<p>faire appaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, -les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnection, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) -les secteurs collectés et les réseaux associés -les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) -les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). 		<p>implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)</p> <ul style="list-style-type: none"> - les secteurs collectés et les réseaux associés - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
4.2.4.2.	<p><u>Isolement avec les milieux</u></p> <p>...</p> <p>L'exploitant devra à tout moment pouvoir prouver qu'il retient la totalité des eaux d'extinction d'un incendie sur le site de la Blanchisserie.</p>	<p align="center">R</p> <p align="center">R</p>	<p>Conformément au dossier déposé pour le projet d'agrandissement du site, l'exploitant a créé deux bassins de récupération des eaux d'incendie disposant de vannes de coupures. Le plan des réseaux ne permet pas de connaître la taille de ces bassins.</p> <p>L'exploitant précise que depuis la construction des bassins, aucun exercice de manipulation n'a été réalisé permettant de vérifier l'état de fonctionnement des vannes.</p> <p>✓ L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de préciser la taille des bassins de récupération des eaux d'incendie ;</p> <p>✓ L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de procéder à la vérification du fonctionnement des vannes de coupure et d'établir un calendrier de vérification permettant de justifier le fonctionnement des vannes à tout moment.</p>
4.3.4	<p><u>Entretien et conduite des installations de traitement</u></p> <p>...</p> <p>Les séparateurs d'hydrocarbures sont notamment vidangés une fois par an.</p> <p>...</p>	NC	<p>Trois séparateurs d'hydrocarbures ont été installés sur le site en 2012/2013. l'exploitant confirme qu'ils n'ont pas fait l'objet de vidange.</p> <p>✓ L'exploitant devra procéder à la vidange des séparateurs d'hydrocarbures, transmettre à l'inspection le bordereau de suivi des déchets correspondants et respecter, à l'avenir, la périodicité annuelle.</p>

(1) C : Conformité ; NC : Non-Conformité ; NCM : Non-conformité Majeure ; R : Remarque ;

Annexe 1 – tableau des constats – Visite d'inspection du 30 janvier 2014

Article	Points vérifiés	Nature du constat (1)	Observations																		
4.3.9	<p><u>Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration</u></p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci- dessous définies</p> <p><u>Rejet R1 :</u></p> <table><tr><th>Paramètre</th><th>Concentration maximale sur une période de 24 heures (mg/l)</th><th>Flux maximal (kg/j) sur une période de 24 heures</th></tr><tr><td>MeS</td><td>300</td><td>45</td></tr><tr><td>DCO</td><td>1000</td><td>150</td></tr><tr><td>DBO5</td><td>500</td><td>50</td></tr><tr><td>Azote Global exprimé en N</td><td>20</td><td>3</td></tr><tr><td>Phosphore total exprimé en P</td><td>50</td><td>5</td></tr></table>	Paramètre	Concentration maximale sur une période de 24 heures (mg/l)	Flux maximal (kg/j) sur une période de 24 heures	MeS	300	45	DCO	1000	150	DBO5	500	50	Azote Global exprimé en N	20	3	Phosphore total exprimé en P	50	5	NC	<p>L'exploitant procède chaque mois au prélèvement et fait procéder à l'analyse par le laboratoire IDEA.</p> <p>En 2013, au même titre que lors du contrôle inopiné, des non conformités ont été relevées régulièrement sur les paramètres DCO, DBO5 et Azote global en concentration et en flux.</p> <p>Par exemple au regard des éléments fournis par l'exploitant, il est constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none">– pour le paramètre DCO, des non-conformités sont relevées en concentration et en flux en 2013 sauf en mars, aout et septembre.– Pour le paramètre azote global, des non-conformités sont relevées en concentration à chaque analyse mensuelle en 2013 et des non-conformités sont relevées en flux en 2013 sauf en aout et octobre. <p>L'exploitant considère que les valeurs seuils fixées par l'arrêté préfectoral sont basses alors qu'il a fait des efforts considérables pour diminuer sa consommation d'eau.</p> <p>✓ Au regard des non-conformités récurrentes des rejets aqueux, l'exploitant doit démontrer par une étude de traçabilité que la STEP de Monéteau peut traiter ce rejet et demander ensuite au préfet de bénéficier d'une modification des valeurs seuils fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation selon des conclusions de l'étude.</p>
Paramètre	Concentration maximale sur une période de 24 heures (mg/l)	Flux maximal (kg/j) sur une période de 24 heures																			
MeS	300	45																			
DCO	1000	150																			
DBO5	500	50																			
Azote Global exprimé en N	20	3																			
Phosphore total exprimé en P	50	5																			
4.3.13	<p><u>Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales</u></p> <p>L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :</p> <p><u>Rejet R2 :</u></p> <table><tr><th>Paramètre</th><th>Concentration instantanée (mg/l)</th></tr><tr><td>MES</td><td>35</td></tr><tr><td>DCO</td><td>125</td></tr><tr><td>Hydrocarbures</td><td>5</td></tr></table>	Paramètre	Concentration instantanée (mg/l)	MES	35	DCO	125	Hydrocarbures	5	NC	<p>L'exploitant ne procède pas à un contrôle avant rejet des eaux pluviales.</p>										
Paramètre	Concentration instantanée (mg/l)																				
MES	35																				
DCO	125																				
Hydrocarbures	5																				

(1) C : Conformité ; NC : Non-Conformité ; NCM : Non-conformité Majeure ; R : Remarque ;

Annexe 1 – tableau des constats – Visite d'inspection du 30 janvier 2014

Article	Points vérifiés	Nature du constat (1)	Observations																																			
2.7	<p><u>Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection</u></p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection les éléments concernant l'autosurveillance des rejets d'eaux usées indiqués à l'article 9.3.2.</p>	R	<p>L'exploitant ne télé-déclare pas les éléments concernant l'autosurveillance des rejets d'eaux usées. Les codes d'accès ont été remis à l'exploitant le jour de la visite. L'exploitant s'est engagé à établir la télédéclaration sur GIDAF.</p> <p>✓ L'inspection invite l'exploitant à compléter les éléments concernant l'autosurveillance des rejets d'eaux usées dans l'application GIDAF à partir de janvier 2014.</p>																																			
9.2.3.1	<p><u>Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets</u></p> <p>Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :</p> <p><u>Rejet R1 :</u></p> <table><tr><th>Paramètre</th><th>Equipement</th><th>Périodicité de la mesure</th></tr><tr><td>Débit</td><td>Canal Venturi à ciel ouvert</td><td>Journalière</td></tr><tr><td>pH</td><td>Capteur de pH</td><td>Continue</td></tr><tr><td>Température</td><td>Capteur de Température</td><td>Continue</td></tr><tr><td>MeS</td><td>Préleveur d'échantillon</td><td>Mensuelle</td></tr><tr><td>DCO</td><td>Préleveur d'échantillon</td><td>Mensuelle</td></tr><tr><td>DBO5</td><td>Préleveur d'échantillon</td><td>Mensuelle</td></tr><tr><td>Azote global exprimé en N</td><td>Préleveur d'échantillon</td><td>Mensuelle</td></tr><tr><td>Phosphore total exprimé en P</td><td>Préleveur d'échantillon</td><td>Mensuelle</td></tr></table> <p><u>Rejet R2 :</u></p> <table><tr><th>Paramètre</th><th>Périodicité de la mesure</th></tr><tr><td>MeS</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>DCO</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>Hydrocarbures</td><td>Annuelle</td></tr></table>	Paramètre	Equipement	Périodicité de la mesure	Débit	Canal Venturi à ciel ouvert	Journalière	pH	Capteur de pH	Continue	Température	Capteur de Température	Continue	MeS	Préleveur d'échantillon	Mensuelle	DCO	Préleveur d'échantillon	Mensuelle	DBO5	Préleveur d'échantillon	Mensuelle	Azote global exprimé en N	Préleveur d'échantillon	Mensuelle	Phosphore total exprimé en P	Préleveur d'échantillon	Mensuelle	Paramètre	Périodicité de la mesure	MeS	Annuelle	DCO	Annuelle	Hydrocarbures	Annuelle	R	<p><u>Pour R1 :</u></p> <p>Grâce au système informatisé de suivi et gestion des consommations et rejets (GTC), l'exploitant respecte la fréquences de l'auto surveillance de la qualité du rejet R1.</p>
Paramètre	Equipement	Périodicité de la mesure																																				
Débit	Canal Venturi à ciel ouvert	Journalière																																				
pH	Capteur de pH	Continue																																				
Température	Capteur de Température	Continue																																				
MeS	Préleveur d'échantillon	Mensuelle																																				
DCO	Préleveur d'échantillon	Mensuelle																																				
DBO5	Préleveur d'échantillon	Mensuelle																																				
Azote global exprimé en N	Préleveur d'échantillon	Mensuelle																																				
Phosphore total exprimé en P	Préleveur d'échantillon	Mensuelle																																				
Paramètre	Périodicité de la mesure																																					
MeS	Annuelle																																					
DCO	Annuelle																																					
Hydrocarbures	Annuelle																																					
		NC	<p><u>Pour R2 :</u></p> <p>L'exploitant ne procède pas à un contrôle avant rejet des eaux pluviales.</p> <p>✓ L'exploitant devra procéder au contrôle avant rejet des eaux pluviales et respecter la périodicité annuelle de contrôle.</p>																																			

(1) C : Conformité ; NC : Non-Conformité ; NCM : Non-conformité Majeure ; R : Remarque ;

Annexe 1 – tableau des constats – Visite d'inspection du 30 janvier 2014

Article	Points vérifiés	Nature du constat (1)	Observations
7.3.3	<p><u>Installations électriques – mise à la terre</u></p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.</p> <p>La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.</p> <p>Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p> <p>Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>	NC	<p>Le rapport de vérification des installations électriques de 2013 présentait 21 non-conformités dont 11 déjà signalées. Le rapport de contrôle produit en 2014 fait apparaître 15 non-conformités dont 10 déjà signalées</p> <p>✓ L'inspection demande à l'exploitant de mettre en conformité l'installation électrique en définissant un plan d'actions hiérarchisant les actions à mener en priorité.</p>
7.3.3.1	<p><u>Zones à atmosphère explosible</u></p> <p>Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.</p> <p>Le matériel électrique mis en service à partir du 1er janvier 1981 est conforme aux dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel précité.</p> <p>Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits</p>	R	<p>Selon l'exploitant, le site ne comprend pas de zone à atmosphère explosive.</p>

(1) C : Conformité ; NC : Non-Conformité ; NCM : Non-conformité Majeure ; R : Remarque ;

Annexe 1 – tableau des constats – Visite d'inspection du 30 janvier 2014

Article	Points vérifiés	Nature du constat (1)	Observations
	<p>inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.</p>		
7.6.3	<p><u>Rétentions</u></p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, - dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p> <p>Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.</p> <p>La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.</p> <p>Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les</p>	<p>R</p>	<p>Le jour de la visite, les produits susceptibles de présenter un risque de pollution étaient sur rétention.</p>

(1) C : Conformité ; NC : Non-Conformité ; NCM : Non-conformité Majeure ; R : Remarque ;

Annexe 1 – tableau des constats – Visite d'inspection du 30 janvier 2014

Article	Points vérifiés	Nature du constat (1)	Observations
	<p>règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.</p> <p>Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.</p>		
7.7.5.	<p><u>Consignes de sécurité</u></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation, - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides), - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou 	R	<p>L'exploitant a établi des consignes de sécurité pour le dépotage de produits chimiques, et pour définir la conduite à tenir en cas de contact avec le produit de traitement des eaux dans le local chaufferie. Ces consignes sont affichées dans les lieux concernés.</p> <p>✓ L'exploitant devra compléter et afficher les consignes relatives à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation, - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides), - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, - la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

Annexe 1 – tableau des constats – Visite d'inspection du 30 janvier 2014

Article	Points vérifiés	Nature du constat (1)	Observations
	<p>une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,</p> <ul style="list-style-type: none"> - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, - la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur. 		
7.7.6	<p><u>Consignes générales d'intervention</u></p> <p>Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.</p> <p>L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.</p> <p>Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.</p>	R	<p>L'exploitant indique qu'un exercice d'évacuation est réalisé 2 fois par an. Un rapport est établi par le responsable sécurité suite à l'exercice et transmis à tous les responsables du site. Le dernier rapport établi en 2013 a été présenté le jour de la visite. Tous les 3 ans une formation au maniement des extincteurs est mise en place. Une visite de sécurité est organisée pour chaque nouvel arrivant avec remise de document contre signature.</p> <p>Un plan d'évacuation est affiché. Les extincteurs ont été vérifiés le 09 décembre 2013.</p> <p>Il est constaté que l'exploitant met en place des actions en cas de sinistre mais le rôle de chacun et la mise en œuvre concrète des moyens d'intervention ne sont pas formalisés.</p> <p>✓ L'inspection demande à l'exploitant d'établir des consignes écrites pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire.</p>
9.2.1.1.2	<p><u>Auto surveillance des émissions par bilan</u></p> <p>L'ensemble des émissions de Composés organiques volatils (COV) ne dépasse pas 20 grammes de solvant halogéné par kilogramme de linge nettoyé et séché. Cette valeur limite d'émission n'inclut pas les solvants contenus dans les boues et les filtres si l'exploitant atteste de leur destruction par un organisme habilité selon les</p>	R	<p>L'exploitant n'utilise plus de solvants depuis au moins 2011.</p>

(1) C : Conformité ; NC : Non-Conformité ; NCM : Non-conformité Majeure ; R : Remarque ;

Annexe 1 – tableau des constats – Visite d'inspection du 30 janvier 2014

Article	Points vérifiés	Nature du constat (1)	Observations
9.2.5.1	<p>modalités prévues à l'article 7.4 de l'arrêté ministériel du 02 mai 2002.</p> <p><u>Analyse et transmission des résultats d'auto surveillance des déchets</u></p> <p>L'élimination des déchets fera l'objet d'une comptabilité précise tenu en permanence à la disposition de l'Inspecteur des installations classées. A cet effet, l'exploitant tient un registre sur lequel doivent être portés, a minima pour chaque déchet, les renseignements suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La désignation du déchet, son origine et son code indiqué à l'annexe II du décret du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets ; 2. La date d'enlèvement ; 3. Le tonnage des déchets ; 4. Le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets émis ; 5. La désignation du ou des modes de traitement et, le cas échéant, la désignation de la ou des opérations de transformation préalable et leur(s) code(s) selon les annexes II-A et II-B de la directive 75/442/CEE du 15 juillet 1975 ; 6. Le nom, l'adresse et, le cas échéant, le numéro SIRET de l'installation destinataire finale ; 7. Le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIRET des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ; 8. Le nom et l'adresse du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIREN ainsi que leur numéro de récépissé conformément au décret du 30 juillet 1998 relatif au transport par route, au négoce et au courtage de déchets ; 9. La date d'admission des déchets dans l'installation destinataire finale et, le cas échéant, dans les installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ainsi que la date du traitement des déchets dans l'installation destinataire finale ; 	NC	<p>L'exploitant n'a pas présenté de registre des déchets.</p> <p>✓ L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en place un registre chronologique des déchets où sont consignés tous les déchets sortants et comportant au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> — la date de l'expédition du déchet ; — la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ; — la quantité du déchet sortant ; — le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ; — le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; — le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ; — le cas échéant, le numéro de notification prévu à l'annexe VII du règlement (CE) n°1013/2006 du 14 juin 2006 modifié ; — le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié ; — la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

(1) C : Conformité ; NC : Non-Conformité ; NCM : Non-conformité Majeure ; R : Remarque ;

Annexe 1 – tableau des constats – Visite d'inspection du 30 janvier 2014

Article	Points vérifiés	Nature du constat (1)	Observations
	10. Le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIREN du négociant ainsi que son numéro de récépissé conformément au décret du 30 juillet 1998 susvisé.		
10.1	<u>DEBOURBEUR-DESHUILEUR</u> Les eaux pluviales de voiries sont collectées et doivent être traitées par un déboureur-déshuileur avant de rejoindre le réseau d'eaux pluviales communal. Cet ouvrage est réalisé sous 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.	C	L'exploitant a installé 3 séparateurs d'hydrocarbures.
10.2	<u>PARATONNERRE</u> Un paratonnerre à dispositif d'amorçage PDA doit être installé conformément à l'étude préalable de protection contre la foudre réalisée en date du 07 juin 2005. Cet ouvrage est réalisé sous 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.	C	Lors de l'agrandissement de l'installation, l'exploitant a installé le paratonnerre en 2012.

(1) C : Conformité ; NC : Non-Conformité ; NCM : Non-conformité Majeure ; R : Remarque ;